



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 35874-656-1  
portant modification de l'arrêté préfectoral du 6 février 2006 autorisant  
la Société d'Exploitation des Carrières de Lanhélin à exploiter une carrière de granit sise  
au lieu-dit « La Chauffetière » sur la commune de Mesnil-Roc'h**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46 et R. 122-2 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°35874-656 du 6 février 2006 autorisant la société HIGNARD GRANITS, dont le siège social est situé route de Plesder à Lanhélin, à exploiter une carrière de granit au lieu-dit « La Chauffetière » à Saint-Pierre-de-Plesguen ;

**Vu** l'accusé réception de la déclaration de changement d'exploitant du 17 mai 2018 transférant l'autorisation à la Société d'Exploitation des Carrières de Lanhélin dont le siège social est situé Parc d'activités de l'Orme 7 rue des Métiers 35730 Pleurtuit ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2018 portant création de la commune nouvelle de Mesnil-Roc'h ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 6 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 3 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 9 décembre 2025 a relevé de nombreux écarts par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prescrire un récolement des prescriptions pour connaître l'intégralité des écarts et non conformités et demander à l'exploitant un échéancier des travaux en cas de régularisations nécessaires ;

**Considérant** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 :** Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral du 6 février 2006 autorisant la Société d'Exploitation des Carrières de Lanhélin, dont le siège social est situé Parc d'activités de l'Orme 7 rue des Métiers 35730 Pleurtuit, à exploiter une carrière de granit au lieu-dit « La Chauffetière » à Mesnil Roc'h est modifié selon les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions antérieures contraires sont abrogées.

### **Article 2 :** Classement des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de rubrique	Nature de l'activité	Niveau maximal d'activité	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Production annuelle : moyenne : 100 000 tonnes maximale : 150 000 tonnes	A

Régime : A : autorisation

### **Article 3 :** Nouvelle prescription

L'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2006 et des textes réglementaires qu'il vise.

Il transmettra le rapport de récolement à l'inspection des installations classées avant le 31 mai 2026, accompagné d'un échéancier des mesures à mettre en œuvre. Ces mesures pourront s'échelonner dans le temps selon les contraintes de l'exploitant, sans dépasser le 31 décembre 2026. L'exploitant justifiera l'échéancier prévu.

### **Article 4 :** Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

- 1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 5 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mesnil-Roc'h et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et une transmise au maire de la commune de Mesnil-Roc'h.

Fait à Rennes, le **30 MARS 2026**  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pierre LARREY

30 MAY 2008